

faisait appel, par le suffrage universel, à la volonté et à l'opinion de chaque citoyen, afin de remédier aux fautes d'un gouvernement qui avait voulu dominer l'opinion publique, au lieu de la consulter. Il y a pourtant des gens qui ont cru toutes ces folies utiles et réalisables, et il y en a d'autres qui ne sont pas encore remis des terreurs qu'elles leur ont causées.

Mais laissons de côté ces généralités qui n'ont plus d'utilité aujourd'hui, et revenons à ce fait que toutes les écoles étaient d'accord sur une augmentation des attributions gouvernementales. Il y a, selon nous, dans cette erreur unanime, quelque chose de plus grave que le socialisme lui-même, et qui révèle un vice profond de nos institutions politiques. Si les socialistes ont pu s'imaginer qu'il dépendait du pouvoir que tous leurs rêves de solidarité, d'égalité des salaires, d'association, de garantie du travail, de gratuité du crédit fussent réalisés, il faut que le gouvernement ait laissé se propager, en France, une idée bien fautive de ce qu'il *doit* faire et de ce qu'il *peut* faire ; il faut qu'il ait, par l'extension abusive de son intervention administrative, créé une espèce d'excuse légale aux prétentions les plus exorbitantes des novateurs. Ce reproche de mettre son initiative, son autorité, sa force à la place de celles des citoyens, de mêler ses fonctionnaires à toutes les entreprises, de réglementer tous les actes, est adressé, depuis longtemps, au gouvernement français ; ajoutons qu'il est mérité par lui. Mais, c'est surtout en matière administrative, que les inconvénients en ont été critiqués ; et, pour nous, c'est au point de vue de l'économie politique que nous allons en signaler les tristes conséquences.

Certes, nous étonnerons beaucoup nos lecteurs, en leur disant que le gouvernement, dans ses rapports avec les intérêts matériels de la nation, fait réellement du socialisme, et que ses principes et ses actes économiques ne sont pas autre chose que le commencement de la réalisation des utopies socialistes. Il est vrai qu'il agit comme M. Jourdain, faisant de la prose sans le savoir ; mais, pour être innocentes, ses intentions ne sont pas moins dangereuses. Car, il y a là un exemple pernicieux et une provocation incessante aux entreprises socialistes ; tout au moins, c'est se placer dans une position désavantageuse pour les repousser.

Les faits nous serviront de preuve, dans cette discussion. Commentons par *le droit au travail*, et comparons les réclamations des industriels protégés par les tarifs de douanes avec celles des ouvriers socialistes, et nous verrons si elles ne se confondent pas dans une identité parfaite, identité de besoins, identité de droit, identité d'absur-